



Agence spatiale
canadienne

Canadian Space
Agency



Agence spatiale canadienne

2016-2017

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé

le 31 décembre 2016

Canada

Compte rendu de la gestion pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

1. Introduction

Ce rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses 2016-2017](#)¹.

1.2 Mandat et activités de programmes

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mission *de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique*.

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur le [mandat](#) et les activités de programme de l'ASC dans le [Rapport sur les plans et les priorités 2016-2017](#)¹.

¹ Les données financières présentées à titre de dépenses prévues dans le *Budget principal des dépenses (BPD)* et le *Rapport sur les plans et priorités (RPP)* peuvent différer des autorisations disponibles présentées dans ce *Rapport financier trimestriel (RFT)*. Les données du RPP comprennent une estimation des rajustements au BPD pour l'année complète, tandis que le RFT présente uniquement les autorisations accordées à ce jour via le processus du budget des dépenses (c.-à-d. BPD et Budgets supplémentaires des dépenses).

1.3 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport financier trimestriel (RFT) a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations, joint à ce rapport, inclut les autorisations de dépenser de l'ASC accordées par le Parlement et utilisées par l'ASC, de manière cohérente avec le [Budget principal des dépenses](#) et les budgets supplémentaires des dépenses votés au 31 décembre pour les exercices 2015-2016 et 2016-2017. Ce RFT a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

L'autorisation préalable du Parlement est requise avant que le gouvernement puisse dépenser des fonds. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

L'ASC utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses soit, une comptabilité d'exercice partielle.

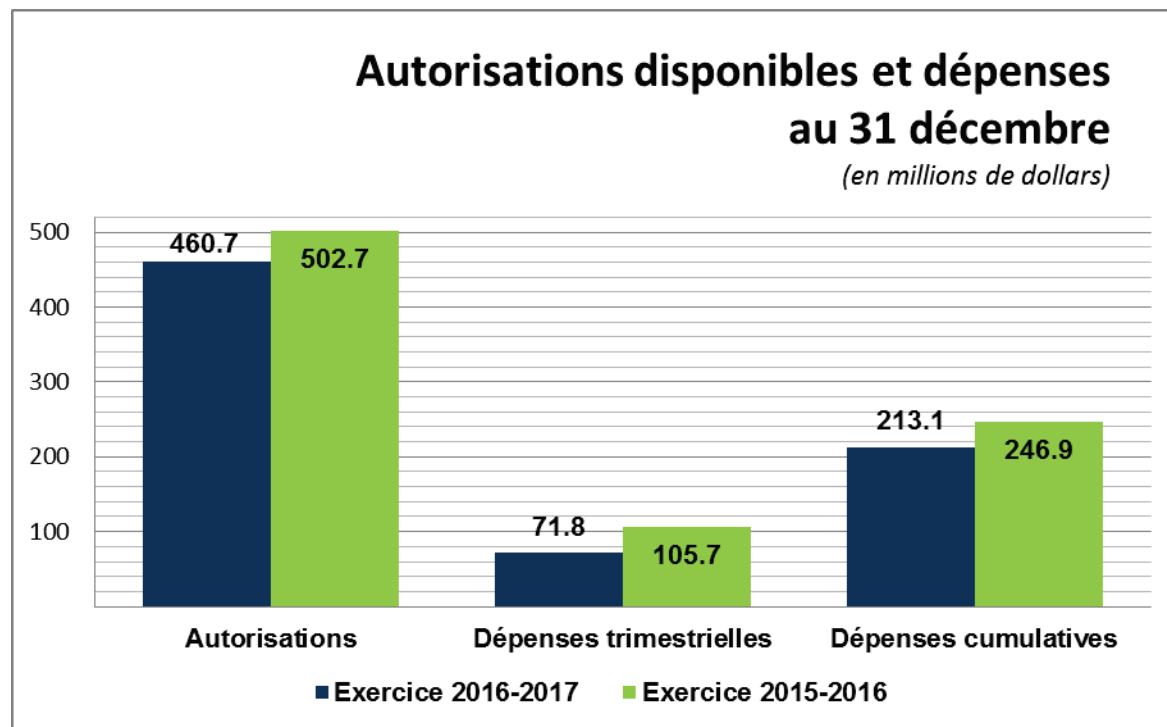
La comptabilité axée sur les dépenses inclut donc les déboursés ainsi que certains courus pour les salaires et les indemnités salariales.

Ce RFT n'a pas fait l'objet d'un audit externe. Par contre, il a été examiné par les membres du Comité d'audit de l'ASC, qui sont satisfaits de la présentation et du contenu du rapport.

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels

La présente section souligne les éléments significatifs qui ont contribué aux changements au niveau des autorisations disponibles pour l'exercice ainsi qu'au niveau des dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des variations des autorisations disponibles et des dépenses. Des détails supplémentaires sur ces variations se retrouvent aux sections 2.1 et 2.2 ainsi que dans les tableaux en annexe.



Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

2.1 Changements importants dans les autorisations (crédits totaux disponibles) entre les exercices 2016-2017 et 2015-2016

Les crédits totaux disponibles au 31 décembre 2016 sont de 460,7 millions de dollars et représentent une diminution de 42 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Autorisations (en milliers de dollars)	2016-2017	2015-2016	Variance	%
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	184 498	177 757	6 741	4 %
Crédit 5 - Dépenses en capital	210 228	269 750	(59 522)	- 22 %
Crédit 10 - Subventions et contributions	55 942	45 356	10 586	23 %
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 037	9 803	234	2 %
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42	56	(14)	- 25 %
Autorisations budgétaires totales	460 747	502 722	(41 975)	- 8 %

L'augmentation de 6,7 millions de dollars du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 20,6 millions de dollars résultant d'un transfert budgétaire provenant du crédit capital au crédit de fonctionnement pour la réalisation des activités de la Station spatiale internationale.
- Une diminution de 8 millions de dollars entre 2015-2016 et 2016-2017 en raison du financement supplémentaire obtenu en 2015-2016 pour l'acquisition de services de données bonifiées du système d'identification automatique (SIA).
- Une diminution de 7,8 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier en raison de l'obtention de l'autorisation supplémentaire du report de fonds du crédit de dépenses de fonctionnement de 2014-15 à 2015-16. Cette année, aucune demande d'autorisation supplémentaire du report de fonds du crédit de dépenses de fonctionnement de 2015-16 à 2016-17 n'a été formulée.
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre exigeant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

La diminution de 59,5 millions de dollars du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une diminution de 43,3 millions de dollars liée à la mission de Constellation RADARSAT (MCR). La variation entre les deux années s'explique par les besoins différents en flux de trésorerie causés par des délais dans les jalons toutefois le lancement est toujours prévu pour 2018.
- Une diminution de 20,6 millions de dollars résultant d'un transfert budgétaire provenant du crédit capital au crédit de fonctionnement pour la réalisation des activités de la Station spatiale internationale.

- Une augmentation de 10,8 millions de dollars entre 2015-2016 et 2016-2017 en raison du report de fonds plus important du crédit capital de 2015-2016 à 2016-2017 par rapport à celui de 2014-2015 à 2015-2016.
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC).

L'augmentation de 10,6 millions de dollars du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 10 millions de dollars de financement obtenu par l'entremise des Budgets supplémentaires B 2016-2017 pour des contributions canadiennes supplémentaires au Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications (ARTES) de l'Agence spatiale européenne.

2.2 Changements importants dans les dépenses trimestrielles et cumulatives (crédits utilisés) entre les exercices 2016-2017 et 2015-2016

Les dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016 sont de 71,8 et 213,1 millions de dollars et représentent une diminution trimestrielle et cumulative de 33,9 et 33,8 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Dépenses par crédit

Dépenses et variations des dépenses par crédit pour le trimestre terminé le 31 décembre :

Dépenses par Crédit (en milliers de dollars)	2016-2017		2015-2016		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	36 729	94 182	45 013	103 629	(8 284)	(9 447)
Crédit 5 - Dépenses en capital	23 521	92 892	49 107	114 742	(25 586)	(21 850)
Crédit 10 - Subventions et contributions	9 019	18 444	9 133	21 135	(114)	(2 691)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 510	7 528	2 451	7 353	59	175
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12	12	2	2	10	10
Dépenses budgétaires totales par Crédit	71 791	213 058	105 706	246 861	(33 915)	(33 803)

La diminution de 8,3 et 9,4 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour le crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements du cycle de mise en œuvre de certaines activités dont des services reliés à des opérations d'assemblage et d'entretien de la Station spatiale internationale qui sont une caractéristique inhérente à la mise en œuvre du Programme spatial canadien et à des services de données bonifiées du système

Agence spatiale canadienne

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

d'identification automatique (SIA) afin d'appuyer les activités du Gouvernement du Canada visant la sûreté et la sécurité.

La diminution de 25,6 et 21,9 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour le crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements du projet de la MCR.

La diminution de 2,7 millions de dollars des dépenses cumulatives pour le crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE) ainsi que le Programme global des subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.

Dépenses par article courant

Dépenses et variations des dépenses par article courant pour le trimestre terminé le 31 décembre:

Dépenses par Article courant (en milliers de dollars)	2016-2017		2015-2016		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Personnel	16 312	50 219	16 518	49 208	(206)	1 011
Transports et communications	1 049	2 493	997	2 324	52	169
Information	566	1 797	3 028	7 895	(2 462)	(6 098)
Services professionnels et spéciaux	21 576	48 864	26 852	50 769	(5 276)	(1 905)
Location	589	1 206	1 086	1 888	(497)	(682)
Service de réparation et d'entretien	1 218	2 309	1 751	2 575	(533)	(266)
Services publics, fournitures et approvisionnements	294	1 118	489	1 383	(195)	(265)
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	-	-	-	-	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	21 097	84 443	45 801	107 523	(24 704)	(23 080)
Paiements de transfert	9 019	18 444	9 133	21 135	(114)	(2 691)
Autres subventions et paiements	71	2 165	51	2 161	20	4
Dépenses budgétaires totales par Article courant	71 791	213 058	105 706	246 861	(33 915)	(33 803)

- L'augmentation de 1 millions de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Personnel est principalement attribuable à une variation périodique dans la consignation des transactions salariales par rapport à l'année précédente.
- La diminution de 2,5 et 6,1 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Information est attribuable à la diminution de l'acquisition des services de données bonifiées du système d'identification automatique (SIA) afin d'appuyer les activités du Gouvernement du Canada visant la sûreté et la sécurité.

- La diminution de 5,3 et 1,9 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Services professionnels et spéciaux est attribuable à la variation dans le calendrier de paiements du cycle de mise en œuvre de certaines activités dont des services reliés à des opérations d'assemblage et d'entretien de la Station spatiale internationale qui sont une caractéristique inhérente à la mise en œuvre du Programme spatial canadien et à des activités du Gouvernement du Canada visant la sûreté et la sécurité.
- La diminution de 24,7 et 23,1 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Acquisition de matériel et d'outillage s'explique principalement par les variations dans le calendrier de paiements du projet de la MCR.
- La diminution de 2,7 millions de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Paiements de transferts s'explique par des variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE) ainsi que le Programme global des subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.

3. Risques et incertitudes

La nature spécifique du programme spatial canadien nous confronte à des enjeux liés aux technologies avancées utilisées dans nos missions spatiales et des enjeux liés à l'aspect international de certains de nos projets. Ces particularités propres au domaine spatial génèrent un risque de retard dans la réalisation des projets et donc, des risques de reports dans l'utilisation des fonds.

Les dépenses cumulatives au 3^e trimestre de 2016-2017 représentent 46% de nos autorisations alors que 75% de notre année financière s'est écoulé. Cette situation est semblable à celle des exercices financiers précédents (49% en 2015-2016 et 39% en 2014-2015) et ne représente aucun enjeu. La situation des dépenses cumulatives se rétablira en fin d'année financière lors de l'enregistrement des courus selon la comptabilité d'exercice intégrale combiné avec le report des budgets à l'exercice suivant.

Les organismes gouvernementaux utilisent de plus en plus les biens spatiaux pour réaliser leur mandat. Lorsque l'on peut choisir à même de nombreuses possibilités de missions et de partenariats, il risque d'y avoir des écarts entre les besoins des utilisateurs et les services fournis. Dans ce contexte, l'ASC a mis en œuvre un nouveau modèle de gouvernance interministérielle qui facilitera l'identification et l'atténuation d'éventuels écarts entre l'offre et la demande tout en veillant à ce que les ressources financières adéquates soient affectées aux activités spatiales.

De l'Accord de coopération Canada / ASE émane également des risques tels que les montants payables qui varient en fonction des changements des statistiques sur le produit national brut (PNB), de la variation de la devise canadienne par rapport à l'euro (taux de change), de l'inflation et de l'application de la politique industrielle de l'ASE. Ces risques ont une incidence à la fois sur les coûts et le profil des flux de trésorerie.

Pour atténuer tous ces risques, l'ASC revoit régulièrement son portfolio de projets, ses plans d'activités, ses échéanciers et ses stratégies de gestion financière pour s'adapter aux changements apportés aux programmes spatiaux de ses principaux partenaires (National Aeronautics and Space Administration (NASA), ASE et autres agences spatiales). De plus, l'ASC a poursuivi la mise en œuvre de son nouveau Cadre de gouvernance et de surveillance des investissements, ce qui aura pour effet d'améliorer le processus de gestion et de contrôle déjà en place.

4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas eu de changement important quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes lors du troisième trimestre de 2016-2017.

Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par,

La version originale a été signée par
Sylvain Laporte, le 20 février 2017

Sylvain Laporte Date
Président
Longueuil, Québec

La version originale a été signée par
Marie-Claude Guérard, le 22 février 2017

Marie-Claude Guérard, CPA CGA Date
Dirigeante principale des finances
Longueuil, Québec

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Annexe 1

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Crédit 1: Dépenses de fonctionnement	184 498	36 729	94 182	177 757	45 013	103 629
Crédit 5: Dépenses en capital	210 228	23 521	92 892	269 750	49 107	114 742
Crédit 10: Subventions et contributions	55 942	9 019	18 444	45 356	9 133	21 135
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 037	2 510	7 528	9 803	2 451	7 353
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42	12	12	56	2	2
Autorisations budgétaires totales	460 747	71 791	213 058	502 722	105 706	246 861

(1) N'inclut que les Autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Annexe 2

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
Dépenses:	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	68 389	16 312	50 219	68 156	16 518	49 208
Transports et communications	4 249	1 049	2 493	3 568	997	2 324
Information	2 775	566	1 797	848	3 028	7 895
Services professionnels et spéciaux	138 898	21 576	48 864	152 201	26 852	50 769
Location	3 361	589	1 206	1 531	1 086	1 888
Service de réparation et d'entretien	7 900	1 218	2 309	8 830	1 751	2 575
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 817	294	1 118	2 294	489	1 383
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	595	-	-	564	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	172 419	21 097	84 443	215 879	45 801	107 523
Paiements de transfert	55 942	9 019	18 444	45 356	9 133	21 135
Autres subventions et paiements	4 402	71	2 165	3 495	51	2 161
Dépenses budgétaires totales	460 747	71 791	213 058	502 722	105 706	246 861